

Au son des bidons et de canons à gaz, les agriculteurs sont allés porter leurs revendications en préfecture

Agri-bashing, paiement PAC et États généraux de l'agriculture étaient au menu



Au son des bidons et de canons à gaz, les agriculteurs sont allés porter leurs revendications en préfecture

Sur un fond sonore ne manquant pas de décibels, bidons servant de tambour et deux canons à gaz, la soixantaine d'adhérents de la FDSEA 32 et des JA 32 massés devant la préfecture ont durant deux heures animé ce concert pendant que les présidents et secrétaires généraux des deux syndicats étaient reçus en préfecture par Catherine Séguin. L'objet de cette rencontre avec les responsables de l'État concernait les aides PAC, l'agri-bashing, la start-up glyphosate, la fiscalité « punitive » et la juste répartition des marges (mise en œuvre des états généraux de l'alimentation). A l'issue de la réunion, Christian Cardona (FDSEA 32) et Jérémie De Ré (JA 32) ont détaillé ces divers points.

Au niveau PAC sur les 6.400 dossiers, ce sont 60 dossiers qui sont sur la sellette par le fait de contrôles en retard qui stoppent les aides PAC. Les agriculteurs concernés qui ne sont pas responsables de cet état de fait, car ayant déposé leurs dossiers en temps voulu, se retrouvent sans trésorerie. « Nous demandons aux banques de leur accorder une ligne de trésorerie et à l'administration de prendre les agios à leur charge, ces agriculteurs n'étant pour rien dans ces retards de paiement », souligne Jérémie De Ré.

Quant à la loi EGAlim issue des États généraux de l'alimentation censée remettre de la valeur ajoutée sur les exploitations, en donnant de meilleurs revenus aux agriculteurs, les décisions importantes ne viennent pas, « Nous solliciterons nos élus pour nous faire entendre sur ce sujet, les promesses n'étant pas tenues », révèle Jérémie De Ré.

« L'agri-bashing, c'est catastrophique, déplore Christian Cardona, car en France il n'y a pas de fermes usines comme veut le faire croire Greenpace lequel amorce en ce moment une marche arrière en faisant son mea-culpa. Nous disons stop à la stigmatisation des agriculteurs. C'est pareil pour le glyphosate dont l'utilisation est répertoriée pour tous les départements. On va nous imposer des conseillers pour nous dire comment l'utiliser, c'est incroyable on remet en cause la technicité de l'agriculteur et cela nous coûtera 24 € l'hectare ».



Les manifestants devant la préfecture.



Les avocats ont participé à la manifestation des agriculteurs.



Les avocats applaudissent les manifestants.



Jérémie De Ré et Christian Cardona, à la sortie de la réunion, en ont détaillé son contenu.